

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative d'Evry
Boulevard de France
91010 Evry-Courcouronnes

Evry-Courcouronnes, le 24/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERELEC INDUSTRIES

30, rue Gutenberg
ZI La Marinière
91070 BONDOUFLE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2022 dans l'établissement FERELEC INDUSTRIES implanté 30, rue Gutenberg ZI La Marinière 91070 BONDOUFLE. L'inspection a été annoncée le 18/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur les conditions d'utilisation des produits contenant du chrome VI, substance soumise à autorisation au titre du règlement (CE) n° 1097/2006 dit REACH. L'exploitant est en effet un utilisateur aval de cette substance et a notifié auprès de l'ECHA, au titre de l'article 66 du règlement précité, cette utilisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERELEC INDUSTRIES
- 30, rue Gutenberg ZI La Marinière 91070 BONDOUFLE
- Code AIOT dans GUN : 0006503752
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société FERELEC Industries, filiale du groupe Alliance Multi-Traitements, est située ZAC de la Marinière à Bondoufle. Cette société, créée en 1994, est spécialisée dans le traitement électrolytique et chimique en petite et moyenne série, de la petite à la très grande dimension. Les principaux clients de la société sont le secteur de l'aéronautique (AIRBUS) et les activités de forage de sol.

Suite à la crise sanitaire, l'installation a diversifié ces activités en se tournant vers le secteur militaire et nucléaire. De nouveaux aménagements de l'installation sont en cours afin de répondre à la demande de ses nouveaux clients.

L'installation est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DC13/BE 0014 en date du 27 février 2009.

18 personnes travaillent actuellement sur le site.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Produits chimiques - Autorisation REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Mesures de maîtrise des risques (autorisation REACH)	Règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, article 56	/
Fiche de données de sécurité	Règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, article 31	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est au fait de la procédure d'autorisation propre au règlement européen n°1907/2006 (dit REACH), cependant il doit effectuer quelques dernières vérifications permettant de s'assurer qu'il respecte l'ensemble des conditions d'autorisation et les scénarios d'exposition correspondant à ses usages.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Décision d'autorisation REACH

Référence réglementaire : Règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, articles 31, 56, 66

Thème(s) : Produits chimiques, utilisation(s) autorisée(s)

Prescription contrôlée :

Article 31

9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : [...]b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée

Article 55

Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.

Article 56

1. Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :

a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou

b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou

c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou

d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou

e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.

Article 66

1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.

Constats :

L'exploitant déclare utiliser sept produits contenant une substance à autorisation, c'est-à-dire inscrite à l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 dit règlement REACH. Les fiches de données de sécurité correspondantes ont été transmises à l'inspection.

Produit chimique	Fournisseur	Aspect	Quantités annuelles	Usage	Autorisation	Constats
Substances						
Acide chromique CAS : 1333-82-0	Ampère Industrie	solide	2020 : 1600 kg 2021 : 2000 kg	Chromage dur anodisation chromique	REACH/ 20/18/12 REACH/20/18/1 9	La notification au titre de l'article 66 a bien été réalisée pour les 2 usages
Bichromate de potassium CAS : 7778-50-9	Ampère Industrie	solide	25 kg en stock (pas d'utilisation actuelle)	Colmatage	REACH/20/2/1	Aucune notification au titre de l'article 66 n'a été effectuée car il n'y a pas eu de livraison de

Bichromate de sodium CAS : 7789-12-0	Ampère Industrie	solide	25 kg en stock, commandé en 2019 (démarrage de l'unité fin mars)	Passivation	REACH/20/5/5	produit depuis l'obtention de l'autorisation. Aucune notification au titre de l'article 66 n'a été effectuée car il n'y a pas eu de livraison de produit depuis l'obtention de l'autorisation.
---	---------------------	--------	---	-------------	--------------	---

Mélanges (contenant de l'acide chromique - CAS : 1333-82-0)

Bonderite M-CR 1200	Ampère Industrie	liquide	Moins d'1 kg par mois	Conversion chimique	REACH/20/18/17	Aucune notification au titre de l'article 66 n'a été effectuée car il n'y a pas eu de livraison de produit depuis l'obtention de l'autorisation.
Bonderite M-CR 1200S	Ampère Industrie	solide	Moins d'1 kg par mois	Conversion chimique	REACH/20/18/17	Aucune notification au titre de l'article 66 n'a été effectuée car il n'y a pas eu de livraison de produit depuis l'obtention de l'autorisation.
Bonderite M-CR 1500	Ampère Industrie	liquide	Moins d'1 kg par mois	Conversion chimique	REACH/20/18/17	Aucune notification au titre de l'article 66 n'a été effectuée car il n'y a pas eu de livraison de produit depuis l'obtention de l'autorisation.
Finition	COVENTYA SAS	liquide	Moins d'1 kg par mois	Donne un aspect jaune	REACH/20/18/3 REACH/20/18/4	Aucune notification au titre de l'article 66 n'a été effectuée car il n'y a pas eu de livraison de produit depuis l'obtention de l'autorisation.

Concernant les utilisations d'acide chromique, l'exploitant précise à l'inspection avoir commencé à engager des substitutions (comme la BONDERITE par le SURTEC par exemple), mais un vrai besoin des clients demeure en traitement à base de chrome VI et pour de nombreux usages, la substitution n'est pas encore une réalité. Les tendances en matière de consommation de chrome VI étaient en baisse depuis quelques années mais depuis 3 ans, une stabilisation des consommations est observée.

Observations :

Il est rappelé à l'exploitant que les décisions d'autorisation relatives aux substances à autorisation sont accordées pour une durée limitée et font l'objet d'un réexamen. Il convient donc que l'exploitant s'assure de son programme de substitution en cohérence avec les durées et réexamens précités.

Par ailleurs, il est rappelé également à l'exploitant que pour toute livraison future de bichromate de sodium et de potassium, une notification au titre de l'article 66 du règlement (CE) n°1907/2006 devra être adressée à l'ECHA dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risques (autorisation REACH)

Référence réglementaire : Règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, article 56
Thème(s) : Produits chimiques, Respect des conditions de la décision d'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection sélectionne au sein de la FDS de la <u>substance acide chromique</u> le scénario d'exposition suivant: <i>formulation – chromage fonctionnel (scénario contributif environnemental)</i> comportant des conditions et mesures techniques issues du rapport sur la sécurité chimique propre à la décision d'autorisation correspondante :</p> <p><i>Réduction des émissions atmosphériques</i></p> <p>Concernant les émissions dans l'air, les opérations mettant en œuvre les produits contenant du chrome VI se font à l'intérieur du bâtiment sous aspiration.</p> <p>Avant rejet à la cheminée, l'exploitant indique que l'air aspiré est traité par des filtres (charbons actifs) et un laveur de gaz.</p> <p>Une efficacité minimale de 99 % est requise dans le rapport sur la sécurité chimique, sans que l'exploitant n'ait pu apporter de preuve que son installation atteint cette efficacité.</p> <p>L'exploitant indique que lors des périodes de maintenance du dispositif de traitement des émissions atmosphériques, la chaîne est mise à l'arrêt.</p> <p><i>Stockage des produits</i></p> <p>Les produits sont stockés dans deux locaux fermés à clé. Le chimiste et l'encadrement disposent des clés. Les produits liquides sont dans des rétentions et l'exploitant déclare veiller à ne pas stocker dans une même rétention deux produits incompatibles.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant évite de manière générale de disposer de trop de stock de produits, qui sont préférentiellement stockés chez le fournisseur, Ampère Industrie. En cas de besoin d'un produit, ce fournisseur est engagé sous 48 à 72 h, à le livrer à l'exploitant.</p> <p><i>Protections individuelles</i></p> <p>Les salariés disposent de masque à cartouche, d'un bleu de travail, de lunettes de protection et de gants quand ils opèrent au niveau des baignoires.</p> <p>Une affiche indiquant les EPI à porter est positionnée sur chaque baignoire ou à proximité.</p> <p><i>Formations aux risques chimiques</i></p> <p>L'exploitant déclare que chaque salarié est formé pour chaque poste de travail qu'il occupe. Cette formation est constituée d'une partie théorique puis d'un parrainage. Les risques spécifiques liés à l'emploi du chrome VI sont bien rappelés et font l'objet de piqures de rappel régulières.</p> <p><i>Programme de surveillance</i></p> <p>D'après l'article 8 de la décision d'autorisation du 18/12/20 accordée au consortium CTACsub pour le trioxyde de chrome, dont relèvent les produits à base d'acide chromique utilisés par l'exploitant, « les titulaires d'autorisation et les utilisateurs en aval mettent en œuvre au moins une fois par an des programmes de surveillance de l'air concernant l'exposition professionnelle au chrome (VI) conformément à l'article 5, paragraphe 5, point e), de la directive 2004/37/CE. Les premières mesures sont effectuées sans délai et au plus tard le 18 juin 2021. Ces programmes sont fondés sur des méthodologies ou des protocoles standard pertinents [...]. Les titulaires</p>

d'autorisation et les utilisateurs en aval mettent en œuvre des programmes de surveillance des émissions de chrome (VI) dans les eaux usées et dans l'air provenant de la ventilation locale par aspiration. Ces programmes sont fondés sur des méthodologies ou des protocoles standard pertinents et sont représentatifs des conditions opérationnelles et des mesures de gestion des risques (telles que les systèmes de traitement des eaux usées, les techniques de réduction des émissions gazeuses) utilisées sur les sites où les mesures pertinentes sont effectuées ».

L'exploitant a pu communiquer à l'inspection les rapports qu'il a diligentés :

- rapport de contrôle sur l'exposition professionnelle réalisé le 10/11/21 par l'APAVE (qui montre notamment que pour les bains chrome dur du RDC, l'exposition avec masque permet de passer de 748 % à 75 % de la VLEP),
- rapport de contrôle dans l'environnement réalisé les 27 et 28/09/21 par l'APAVE, qui fait état de valeurs conformes aux valeurs de référence.

Rapport annuel sur les émissions et les expositions

D'après l'article 8 de la décision d'autorisation du 18/12/20 accordée au consortium CTASsub pour le trioxyde de chrome, dont relèvent les produits à base d'acide chromique utilisés par l'exploitant, « les utilisateurs en aval mettent à la disposition de l'Agence les informations collectées à partir des programmes de surveillance visés aux paragraphes 2 et 3, y compris les informations contextuelles associées à chaque ensemble de mesures, pour la première fois au plus tard le 18 décembre 2021, pour transmission au titulaire de l'autorisation pour la préparation du rapport de réexamen visé à l'article 61, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1907/2006. Ces informations sont également conservées et mises à disposition par les titulaires d'autorisation et les utilisateurs en aval, sur demande, aux autorités compétentes des États membres où a lieu une utilisation autorisée ».

Non-conformité : contrairement à l'article 8 de la décision d'autorisation du 18/12/20 accordée au consortium CTACsub pour le trioxyde de chrome, dont relèvent les produits à base d'acide chromique utilisés par l'exploitant, l'exploitant n'a pas mis à disposition de l'ECHA les informations collectées à partir des programmes de surveillance des émissions et des expositions.

MMR en cas de pulvérisation (article 3 de la décision d'autorisation du CTACsub précitée)

Aucune activité de pulvérisation n'est réalisée sur le site. Seule de l'immersion est effectuée.

Observations :

Il conviendra que l'exploitant fournisse des justificatifs (documentation, fiche technique, ...) sur le taux d'abattement atteint par son système de traitement de l'air, sachant qu'une efficacité minimale de 99 % est attendue, suivant les exigences du rapport sur la sécurité chimique relative au trioxyde de chrome.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, article 31

Thème(s) : Produits chimiques, disponibilité et contenu des fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

7. Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement qui doit élaborer un rapport sur la sécurité chimique conformément aux articles 14 ou 37 joint les scénarios d'exposition correspondants (y compris les catégories d'usage et d'exposition, le cas échéant) en annexe à la fiche de données de sécurité couvrant les utilisations identifiées et notamment les conditions spécifiques résultant de l'application de l'annexe XI, section 3.

Tout utilisateur en aval inclut les scénarios d'exposition correspondants et utilise d'autres informations pertinentes provenant de la fiche de données de sécurité qui lui a été fournie lorsqu'il établit sa propre fiche de données de sécurité pour les utilisations identifiées.

8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.

9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes :

- a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ;
- b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les fiches de données de sécurité de ses produits contenant du chrome VI, récemment mises à jour avec l'intégration des numéros d'autorisation associés aux usages réalisés de ces produits.

Non-conformité : contrairement à l'article 31.7 du règlement (CE) n° 1907/2006, l'exploitant n'a pas identifié les scénarios d'exposition correspondant aux usages qu'il fait de ses substances et ne s'est en conséquence pas assuré du respect des conditions de stockage et d'utilisation associées.

Observations :

Contrairement à l'article 31.5 du règlement (CE) n° 1907/2006, les scénarios d'exposition annexés à la fiche de données de sécurité du bichromate de potassium ne sont pas fournis en langue française. Il conviendra que l'exploitant se retourne auprès de son fournisseur pour exiger la

fourniture de la totalité de la fiche de données de sécurité en langue française.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

